

Permis de construire

comprenant ou non des démolitions

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

Vous pouvez utiliser ce formulaire si :

- Vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs,...).
- Vous réalisez une nouvelle construction.
- Vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- Votre projet comprend des démolitions.
- Votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet.

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier

La présente demande a été reçue à la mairie

le _____ Cachet de la mairie et signature du receveur
Dossier transmis :

- ‰ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ‰ au Directeur du Parc National
- ‰ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ‰ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 - Identité du demandeur

Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir du 2^{ème} GRLW UHPSOLU OD ĀFKH FRPSO « PH QLE DĀCĀSĪNSPĀSĪVĀJ PĀLMĪGĀRĪD Q GHXUV } VHURQW QRWLĀ « HV DX GHPDQGHXU LQGLTX « FL GHVVRXV 8QH FRSLH VHUD DGHVV « H DX [DXWUHV GHPDQ ment responsables du paiement des taxes.

Vous êtes un particulier Madame ‰ Monsieur ‰

Nom : _____ Prénom : _____

Date et lieu de naissance

Date : _____ Commune : _____

Département : _____ Pays : _____

Vous êtes une personne morale

Dénomination : _____ Raison sociale : _____

N° SIRET : _____ Type de société (SA, SCI,...) : _____

Représentant de la personne morale : Madame ‰ Monsieur ‰

Nom : _____ Prénom : _____

2 - Coordonnées du demandeur

\$ G U H V Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Si vous souhaitez que les courriers de l'administration (autres que les décisions) soient adressés à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées : Madame ‰ Monsieur ‰ Personne morale ‰

Nom : _____ Prénom : _____

raison sociale : _____

\$ G U H V Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

Téléphone : _____ indiquez l'indicatif pour le pays étranger : _____

‰ accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : _____ @ _____

- à DL SULV ERQQH QRWH TXH GDQV XQ WHO FDV OD GDWH GH QRWLĀFDWLRQ VHUD FHOOH G

l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.

3 - Le terrain

3.1 - Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.

Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire.

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Références cadastrales¹ : (si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 9)

Préfixe : Section : Numéro :

Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

3.2 - Situation juridique du terrain (ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables)

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain

Partenarial (P.U.P) ? Oui Non Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? Oui Non Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

4 - À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction)

4.1 - Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés (cochez la ou les cases correspondantes)

Quel que soit le secteur de la commune

- Lotissement
- Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre
- Terrain de camping
- Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances
- Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés
- Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports
- Aménagement d'un golf
- Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
 - Contenance (nombre d'unités) :
- Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :
 - Superficie (en m²) :
 - Profondeur (pour les affouillements) :
 - Hauteur (pour les exhaussements) :
- Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs
- Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé¹ :

- Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques¹ :

- Création d'une voie
- Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle¹ :

- Création d'un espace public

¹ En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie

6 XSHUÄFLH GX RX GHV WHUUDLQ V ç DP«QDJHU HQ Pt

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

4.2 - À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés : _____

Surface de plancher maximale envisagée (en m²) : _____

& RPPHQW OD FRQVWUXFWLELQW « JOREDOH VHUD W HOOH U«SDUWLH "

%3DU DSSOLFDWLRQ GX FRHIÄFLHQW GärFFXSDWLRQ GX VRO &26 ç FKDTXH ORW

%Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande

%/D FRQVWUXFWLELQW « VHUD G «WHUPLQ«H ç OD YHQWH RX ç OD ORFDWLRQ GH FK
aux constructeurs.

/H SURMHW IDLW LO OäREMHW GäXQH GHPDQGH GH WUDYDX[GH 2XçWLRQ Non %«U«V
6L RXL TXHOOH JDUDQWLH VHUD XWLQLV«H "

Consignation en compte bloqué %o RX *DUDQWLH ÄQDQFL^aUH G%DFK^aYHPHQW GHV WUDYDX[

/H SURMHW IDLW LO OäREMHW GäXQH GHPDQGH GH YHQWH RX ORFKçWLRQ Non %«ORWV

4.3 - À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs : _____

Nombre maximal de personnes accueillies : _____

Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL : _____

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m²) : _____

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation : _____

\$JUDQGLVVHPHQW RX U«DP«QDJHPHQW GäXQH VWUXFWXUH H[LVçWLRQ Non %«

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

5 - À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

5.1 - Architecte

Vous avez eu recours à un architecte : Oui Non

Si oui, vous devez lui faire compléter les rubriques ci-dessous et lui faire apposer son cachet

Nom de l'architecte : _____ Prénom : _____

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : _____

Conseil Régional de : _____

Téléphone : _____ ou Télécopie : _____ ou

Adresse électronique : _____ @ _____

En application de l'article R. 431-2 du code de l'urbanisme, j'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code.

Signature de l'architecte :

Cachet de l'architecte :

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte (ou un agréé en architecture), veuillez cocher la case ci-dessous² :

Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

5.2 - Nature du projet envisagé

Nouvelle construction

Travaux sur construction existante

Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : _____

² Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;

- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150m² de surface de plancher ;

- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;

- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

- Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :
- 5 « SDUWLWLRQ GX QRPEUH WRWDO GH ORJHPHQW FU « « V SDU W\SH GH ÄQDQFH PH Logement Locatif Social \$ F F H V V L R Q 6 R F L D O H K R U V \ S U \ F W U \ P W W \ D X V \ Q X U R \ « U R % X W U H V Ä Q D Q F H P H Q W V
- Mode d'utilisation principale des logements : 2 F F X S D W L R Q S H U V R Q Q H O O H S D U W L F X O L H U % X H Q F R P S W R T E S D R S U H S H L L O A R O Q % O D P R U D O C
S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser : Résidence principale % Résidence secondaire %
Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser : Piscine % Garage % Véranda % Abri de jardin %
%Autres annexes à l'habitation :
- Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :
Résidence pour personnes âgées % Résidence pour étudiants % Résidence de tourisme %
Résidence hôtelière à vocation sociale % Résidence sociale % Résidence pour personnes handicapées %
%Autres, précisez :
- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :
- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces :
1 pièce 2 pièces 3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus
- Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol
- Indiquez si vos travaux comprennent notamment :
Extension % Surélévation % Création de niveaux supplémentaires %
- , Q I R U P D W L R Q V X U O D G H V W L Q D W L R Q G H V F R Q V W U X F W L R Q V I X W R X H G V Ä H Q W F « D U V \ G H
collectif : Transport % Enseignement et recherche % Action sociale %
2 X Y U D J H V % « F L D O Santé % Culture et loisir %

5.4 - Construction périodiquement démontée et ré-installée

3 « U L R G H V G H O ä D Q Q « H G X U D Q W O D T X H O O H O H V T X H O O H V O D F R Q V W U X F W L R Q G R

5.5 - Destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1er janvier 2016).

surfaces de plancher³ en m²

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁴ (B)	Surface créée par changement de destination ⁵ (C)	Surface supprimée ⁶ (D)	Surface supprimée par changement de destination ⁵ (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ⁷						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public R X G ä L Q W « U ~ W F R O O H F W L I						
Surfaces totales (m ²)						

3 9 R X V S R X Y H J Y R X V D L G H U G H O D Ä F K H G ä D L G H S R X U O H F D O F X O G H V V X U I D F H V

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

5 Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

6 Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

7 à D F W L Y L W « G ä D U W L V D Q H V W G G « Ä K X H O S D U W O D O E D O V V H V D U W L F O H V H W V X L Y D Q W V m D F W L Y L W « V S U R I H V V L R Q Q H O O H V L S U H V W D W L R Q G H V H U Y L F H U H O H Y D Q W G H O ä D U W L V D Q D W H W Ä J X U D Q W V X U X Q H O L V W H D Q Q H [« H D X G « F U H W 1 r G X D Y U

5.6 - Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces (uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5).

Surface de plancher³ en m²

Destinations ⁴	Sous-destinations ⁵	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ⁶ (B)	Surface créée par changement de destination ⁷ ou de sous-destination ⁸ (C)	Surface supprimée ⁹ (D)	Surface supprimée par changement de destination ⁷ ou de sous-destination ⁸ (E)	Surface totale= (A)+(B)+(C)-(D)-(E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Hébergement hôtelier et touristique						
	Cinéma						
Equipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m²)							

3 - Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces.

La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

4 - Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme

5 - Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme

6 - Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre)

7 - Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation

8 - Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles

9 - Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : Après réalisation du projet :

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse(s) des aires de stationnement : _____

Nombre de places : _____

Surface totale affectée au stationnement : _____ m², dont surface bâtie : _____ m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) : _____

6 - À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

7RXV OHV WUDYDX[GH G «PROLWLRQ QH VRQW SDV VRXPLV » SHUPLV ,O YRXV DSSDUWLHQW G
de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits : _____

% Démolition totale

% Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logement démolis :

7 - Participation pour voirie et réseaux

Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du proprié-
WDLUH RX FHOOHV GX E « Q « ÄFLDLUH GH OD SURPHVVH GH YHQWH V äLO HWW GLII « U

Madame Monsieur Personne morale

Nom : _____ Prénom : _____

2 8raison sociale : _____

\$ G U H V Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger : Pays : _____ Division territoriale : _____

8- Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)
- porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement
- fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)
- porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement
- déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation
- relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

(informations complémentaires)

- se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- se situe dans les abords d'un monument historique

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.⁸

Je soussigné(e), auteur de la demande, certifie exacts les renseignements fournis.

J'ai pris connaissance des règles générales de construction prévues par le chapitre premier du titre premier du livre premier du code de la construction et de l'habitation et notamment, lorsque la construction y est soumise, les règles d'accessibilité fixées en application de l'article L. 111-7 de ce code et de l'obligation de respecter ces règles.

Je suis informé(e) que les renseignements figurant dans cette demande serviront au calcul des impositions prévues par le code de l'urbanisme.

À _____

Le : _____

Signature du (des) demandeur(s)

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet.

Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Si vous êtes un particulier : la loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Pour permettre l'utilisation des informations nominatives comprises dans ce formulaire à des fins commerciales, cochez la case ci-contre :

⁸ Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

En application de l'article L.441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) de la ou des personnes sollicitées :

Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) de la ou des personnes sollicitées :

Information à remplir par le professionnel sollicité :

Vous êtes un : architecte paysagiste-concepteur

Nom : _____ Prénom : _____

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____ Localité : _____

Code postal : BP : Cedex :

Téléphone :

Adresse électronique : _____ @ _____

Pour les architectes uniquement :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre : _____

Conseil régional de : _____

En application de l'article L.441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) des personnes sollicitées:

Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 relative à la protection de l'environnement, a été consulté et a donné son avis.

Signature du demandeur :

Signature(s) et cachet(s) des personnes sollicitées:

Information à remplir par le professionnel sollicité :

9 R X V → W H P architecte % paysagiste-concepteur

Nom :

Prénom :

Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Téléphone :

Adresse électronique :

@

Pour les architectes uniquement :

N° d'inscription sur le tableau de l'ordre :

Conseil régional de :



Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

*Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe*

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'Etat chargé de l'urbanisme

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée

Vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national, ...) ¹ ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [art. L.111-4-1 du code de la construction et de l'habitation].

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [art A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ²	1 exemplaire par dossier

2) Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un coeur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

¹ Se renseigner auprès de la mairie

² Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager

Si votre projet se situe dans un coeur de parc national :

‰ PC10-2. Le dossier SU « YX DX , , GH O ä DUWLFOH 5 [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	G X Formule de dossier
--	------------------------

Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :

‰ PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
‰ PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

6 L YRWUH SURMHW HVW V XV FHSWLEOH G ä D I I H F W H U G H P D Q L a U H V L J Q L ä F D W L Y H X Q

‰ PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif :

‰ PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :

‰ PC12. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :

‰ PC13. L'attestation GH O ä D U F K L W H F W H R X G H O ä H [S H U W F H U W L ä D Q W F X H O ä W X G H D « projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet nécessite un agrément :

‰ PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :

‰ PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :

‰ PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique :

‰ PC 16-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie, prévu par les articles R. 111-20-1 et R. 111-20-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :

‰ PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :

‰ PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet fait l'objet d'une concertation :

‰ PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

6 L YRWUH SURMHW VH VLWXH VXU XQ WHUUDLQ D \ D Q W D F F X H L O O L X Q H L Q V W D O O U « K D E L O L W « H S R X U S H U P H W W U H O ä X V D J H G « Ä Q L G D Q V O H V F R Q G L W L R Q V S U « Y X H V code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :

‰ PC 16-5. Une attestation « W D E O L H S D U X Q E X U H D X G ä « W X G H V F H U W L ä « E D Q W F X H O ä W X G H D « sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation de la réalisation d'une étude des sols :

/oo	PC 16-6. Une attestation « WDEOLH SDU XQ EXUHDX G ä « WXGHV FHU WLÄ « ex D de Pa Q de s R P DLQH sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-----	--	--------------------------

Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :

/oo	PC 16-7. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens PLV HQ XYUH DLQVL TXH OHXU FDUDFW a UH LQQRYDQW > \$ UW GH O ä R UGRQQ octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier
-----	--	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [\$ UW / du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements ORFDWLIV VRFLDX [du code de l'urbanisme] :

/oo	PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-----	---	--------------------------

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille PLQLPD OH > \$ UW du code de l'urbanisme] :

/oo	PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-----	---	--------------------------

6L YRWUH SURMHW SRUWH VXU OD FRQVWUXFWLRQ G ä XQ LPPHXEOH FROOHFWLI GH SOXV GH de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :

/oo	PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements IDPLOLDX[FRUUVSRQGDQW ç GHV ORJHPHQWV ORFDWLIV VRFLDX[G « Ä QLV ç O GH OD FRQVWUXFWLRQ HW GH O ä KDELWDWLRQ KRUV ORJHPHQWV ÄQDQF « V DYHF 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-----	--	--------------------------

Si vous demandez XQ G « SDVVHPHQW GH & 26 FRHIÄFLHQW G ä RFFXSDWLRQ GHV VROV HQ F volume constructible en cas de PLU MXVWLÄ « SDU OD FRQVWUXFWLRQ GH ORJHPHQWV VRFLDX[

/oo	PC18. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
/oo	3& La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
/oo	PC20. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
/oo	PC21. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez XQ G « SDVVHPHQW GH & 26 FRHIÄFLHQW G ä RFFXSDWLRQ GHV VROV HQ F en cas de PLU , MXVWLÄDQW TXH YRXV IDLWHV SUHXYH G ä H[HPSODULW « « QHUJ « WLTXH RX

/oo	PC22. Un document prévu par l'article R. 111-21 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité HQYLURQQHPHQW DOH RX HW W ç « QHUJLH SRVLWLYH VH ORQ OHV FULW a UHV G « Ä C R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
/oo	PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet nécessite un défrichement :

/oo	PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique > \$ UW 5 GX FRGH GH O ä XUEDQLVPH @	1 exemplaire par dossier
-----	--	--------------------------

Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :

/oo	PC25. 8QH MXVWLÄFDWLRQ GX G ä RFFXSDWLRQ GHV VROV HQ F au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
-----	---	--------------------------

<p>0/00 PC26. / D M X V W L Ä F D W L de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU, si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir :</p> <p>0/00 PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe ci-jointe [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]</p>	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet se situe dans un lotissement :

0/00 PC28. & H U W linéaire Ma surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1er al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
0/00 3& & H U W linéaire L'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
0/00 3 & L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :

0/00 PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur OD SDUFHOOH HW VL HOOHV H [LVWHQW GHV GLVSRVLWLRQV techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
0/00 PC31. La convention H Q W U H O D F R P P X Q H R X O à « W D E O L V V H P participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :

0/00 PC 31-1. L'attestation GH O ä DP « QDJHXU FHUWLÄDQW TX ä LO D U « DOL des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :

0/00 PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :

0/00 PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
0/00 PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si le projet est soumis à la redevance bureaux :

0/00 PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :

0/00 PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU	1 exemplaire par dossier
0/00 PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	

6 L Y R W U H S U R M H W S R U W H V X U X Q « T X L S H P H Q W F R P P H U F L D O G R Q W O D V X U D F H G H F R P P X Q H G H P R L Q V G H K D E L W D Q W V

0/00 PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :

0/00 PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
---	--------------------------

Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :

0/00 PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article / GX FRGH GH OD FRQVWUXFWLRQ HW GH O ä KDELW DWLRQ > \$ U W 5	3 exemplaires
--	---------------

Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :

0/00 3& / H G R V V L H U V S H L F A H W M D Q W G H Y « U L Ä H U O D F R Q I R U P L W « G 3 X e S D I R S H W D Y H G ä D F F H V V L E L O L W « D X [S H U V R Q Q H V K D Q G L F D S « H V S U « Y X D X [D U W L F O H / S 5 F L Ä T X construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
--	---------------

<p>‰ PC40. 7H GRVVTHU VS « FLVLDQW OD QDWXUH GH OD RX GHV G « URJDWLRQV DX [U^a JOHV FRQVWUXFWLYHV PHQWLRQQ « HV M GHV REMHFWLIV HW GHV FRQGLWLRQV Ä [« HV DX [DUWLF OHV / l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]</p>	<p>3 exemplaires du dossier VS « FLÄTXH supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France</p>
--	--

Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

<p>‰ PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée à l'article R. 431-31 du code de l'urbanisme]</p>	<p>1 exemplaire par dossier</p>
--	---------------------------------

6 L YRXV GHPDQGH] XQH G « URJDWLRQ DX [U^a JOHV FRQVWUXFWLYHV PHQWLRQQ « HV M et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :

<p>‰ PC 40-2. Une demande de dérogation à l'article R. 111-1-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]</p>	<p>1 exemplaire par dossier</p>
---	---------------------------------

6 L YRXV GHPDQGH] XQH RX SOXVLHXUV G « URJDWLRQV DX [U^a JOHV FRQVWUXFWLYHV / du code de l'urbanisme :

<p>‰ PC40-3. Une note SU « FLVDQW OD QDWXUH GH OD RX GHV G « URJDWLRQV DX [U^a JOHV FRQVWUXFWLYHV PHQWLRQQ « HV M GHV REMHFWLIV HW GHV FRQGLWLRQV Ä [« HV DX [DUWLF OHV / l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]</p>	<p>3 exemplaires du dossier VS « FLÄTXH supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France</p>
---	--

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

<p>‰ PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]</p>	<p>1 exemplaire par dossier</p>
---	---------------------------------

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

<p>‰ PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]</p>	<p>1 exemplaire par dossier</p>
---	---------------------------------

Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :

<p>‰ PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]</p>	<p>1 exemplaire par dossier</p>
--	---------------------------------

Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :

<p>‰ PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.111-6-1-3 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]</p>	<p>3 exemplaires du dossier VS « FLÄTXH supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France</p>
---	--

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

*Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande
et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe*

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2) Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet :

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir
-------	--------------------------------

Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :

<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :

<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :

<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
--	--------------------------

Informations nécessaires en application de l'article R. 431-5 du code de l'urbanisme

Cette déclaration sert de base au calcul des impositions dont vous êtes éventuellement redevable au titre de votre projet. Remplissez soigneusement les cadres

FL GHVVRXV HW QàRXEOLH] SDV GH MRLQGUH OH FDV «FK«DQW OHV GRFXPHQWV FRPSO«PHQWDLUHV ÄJXU
 IDYRUDEOHV &RQVHUYH] VRLJQHXPVHPHQW OHV MXVWLÄFDWLIV DII«UHQWV ç YRV G«FODUDWLRC

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

PC ou PA	Dpt	Commune	Année	N° de dossier
----------	-----	---------	-------	---------------

1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Les lignes ci-dessous doivent être obligatoirement renseignées, quelle que soit la nature de la construction

Surface taxable (1) totale créée de la ou des construction(s), hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2bis) :m²

6 XUIDFH WD[DEOH FU««H GHV ORFDX[FORV HW FR.X.Y.H.U.W.V.....E.L.V.....ç.X.V.D.J.H...G.H...V.W.D.W.lnR Q Q H P H Q W

Surface taxable démolie de la (ou des) construction(s) :m²

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables (1)

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

Dont :		Nombre de logements créés	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
/RFDX[ç XVDJH GäK DELWDWLRC principale et leurs annexes (2)	1 H E « Q « ÄFLDQW SDV GH SU-W DLG «			
	% « Q « ÄFLDQW GäXQ 3/\$, RX //76			
	% « Q « ÄFLDQW GäXQ SU-W ç WDX [] «UR 37 =			
	(5) % « Q « ÄFLDQW GäDXWUHV SU-WV DLG « V 3/86 /(6 36/\$ 3/6 //6			
/RFDX[ç XVDJH GäKDELWDWLRC VHFRQGDLUH HW OHXUV DQQH[HV				
/RFDX[ç XVDJH GäK«EHUJHPHQW et leurs annexes (2)	1 H E « Q « ÄFLDQW SDV GH SU-W DLG «			
	% « Q « ÄFLDQW GäXQ 3/\$, RX //76			
	% « Q « ÄFLDQW GäDXWUHV SU-WV DLG « V			
Nombre total de logements créés				

1.2.2 - Extension (8) de l'habitation principale, création d'un bâtiment annexe à cette habitation ou d'un garage clos et couvert.

3RXU OD U«DGHWDWURQDXH E«Q«ÄFLH] YRXV GäXQ SU-W DLG « "
 Oui % Non % 6L RXL OHTXHO "

Quelle est la surface taxable (1) existante " î î î P t

4XHO HVW OH QRPEUH GH ORJHPH

Quelle est la surface taxable démolie " î î î P t

1.2.3 – Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

	Nombre créé	Surfaces créées (1) hormis les surfaces de stationnement closes et couvertes (2 bis)	Surfaces créées pour le stationnement clos et couvert (2 bis)
1RPEUH GH FRPPHUFHV GH G«WDLO GRQW OD VXUIDFH GH YHQWH HVW LQI«ULHXUH P (9)			
7RWDO GHV VXUIDFHV FU««HV \ FRPSULV OHV VXUIDFHV DQQH[HV			
Locaux industriels et artisanaux ainsi que leurs annexes			
ODLVRQV GH VDQW« PHQWLRCQ«HV ç OäDUWLFOH /		GX FRGH GH OD VDQW« S	
Entrepôts et hangars faisant l'objet d'une exploitation commerciale et non ouverts au public			

6 XUIDFHV GH SODQFKHU GHV VHUUVV GH SURGXFWLRQ GHV ORFDX[GHVW LQ « V ç D
héberger les animaux, ranger et entretenir le matériel agricole, des locaux de production et de
VWRFNDJH GHV SURGXLWV ç XVDJH DJULFROH GHV ORFDX[GH WUDQVIRUPDWLRQ H
des produits provenant de l'exploitation (11)

Dans les centres équestres : Surfaces de plancher affectées aux seules activités équestres (11)		
	Surfaces créées	
3 DUFV GH VWDWLRQQHPHQW FRXYHUWV IDLVDQW OäREMHW GäXQH H[SORLWDWLRQ		

1.3 – Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

1 RPEUH GH SODFHV GH VWDWLRQQHPHQW QRQ FRXYHUWV RX QRQ FORVHV
6XSHUÄFLH GX EDVVLQ LQW « ULHXU RX H[W « ULHXU GH OD SLVFLQH m².

Nombre d'emplacements de tentes, de caravanes et de résidences mobiles de loisirs :

Nombre d'emplacements pour les habitations légères de loisirs :

1 RPEUH Gä « ROLHQQHV GRQW OD KDXWHXU HVW VXS « ULHXUH ç P
6XSHUÄFLH GHV SDQQHDX[SKRWRVROWD TXHV SRV « V DX VRO m².

1.4 – Redevance d'archéologie préventive :

9RWUH SURMHW IDLW LO OäREMHW GäXQ RX GH WHUUDVVHPHQW V "
Oui % Non %

1.5 – Cas particuliers

/HV WUDYDX[SURMHW « V VRQW LOV U « DOLV « V VXLWH ç GHV SUHVFULSWLRQV U « VX
WHFKQRORJLTXHV RX PLQLH 2X % Non %

/D FRQVWUXFWLRQ SURMHW « H FRQFHUQH W HOOH XQ LPPHEOH FODVV « SDUPL OH
GHV PRQXPQWV KLVWRULT 2X % Non %

2 - Versement pour sous-densité (VSD) (14)

'HPDQGH] ç Osur le territoire d'un plan de densité (SMD) est institué dans le secteur de la commune où vous construisez.
6L RXL OD VXSHUÄFLH GH OD FRQVWUXFWLRQ SURMHW « H HVW HQ 2X % Non %

Dans le cas où la surface de plancher de votre projet est inférieure au seuil minimal de densité, indiquez ici :

/D VXSHUÄFLH GH YRWUH...XQLW « IRQFL^aUH H.I.H.F.W.L.Y.H.P.H.Q.W...FRQVWUXFWLEQH. m²
/D VXSHUÄFLH GH OäXQLW « IRQFL^aUH H.I.H.F.W.L.Y.H.P.H.Q.W...FRQVWUXFWLEQH. m²

La valeur du m² de terrain nu et libre : €/m²

/HV VXUIDFHV GH SODQFKHU GHV FRQVWUXFWLRQV H[LVDQW HVW QRQ GHVW LQ « HV
6L YRXV DYH] E « Q « ÄFL « DYDQW OH G « S W GH YRWUH GHPDQGH...GäXQ...UHVFULW ÄV

3 - Pièces à joindre selon la nature ou la situation du projet :

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
6L YRWUH SURMHW VH VLWXH GDQV XQH FRPPXQH D\ DQW LQVWDXU « XQ VHXLO PLQLPDO GH	
<input type="checkbox"/>) /H FHUWLÄFDW IRXUQL SDU OäREMHW « V VRQW LOV U « DOLV « V VXLWH ç GHV SUHVFULSWLRQV U « VX	1 exemplaire par dossier
6L YRWUH SURMHW VH VLWXH GDQV XQH FRPPXQH D\ DQW LQVWDXU « XQ VHXLO PLQLPDO GH	
<input type="checkbox"/>) /H UHVFULW ÄVFDO >DUWLFOH 5 GX FRGH GH OäXUEDQLVPH @	1 exemplaire par dossier
6L YRXV DYH] E « Q « ÄFL « GäXQ UHVFULW ÄVFDO UHODWLI ç OD WD[H GäDP « QDJHPHQ	
<input type="checkbox"/>) /H UHVFULW ÄVFDO >5 GX FRGH GH OäXUEDQLVPH HW RX 5	1 exemplaire par dossier

Pièces	Nombre d'exemplaires à fournir
6 L YRXV SHQVH] E « Q « ÄFLHU G ä XQH H [RQ « UDWLRQ SU « YXH ç O ä DUWLFOH /	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/>) /H VWDWXW GH O ä « WDEOLVVHPHQW SXEOLF ç FDUDFWHUWHQW LHO HW	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F5. Les statuts de l'« D VVRFLDWLRQ HW OH MXVWLÄFDWLI GH OD JHVWLRO G « VLOW « UHVV « ELV HU DOLQ « D GX FRGH J « Q « UDO GHV LPS « WV	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opéra WLRQ G ä LQW « U - W QDWLRQDO HW TXH YRXV SHQVH] E « Q « ÄF O ä DUWLFOH / r RS « UDWLRQ G ä LQW « U - W QDWLRQDO GX FRGH GH O ä XUEDQL	
<input type="checkbox"/>) / ä DWWHVWDWLRQ GH O ä DP « QDJHXU FHUWLÄDQW TXH FH GHUQLHU D U « DOLV « WUDYDX [PLV ç VD FKDUJH DUWLFOHV 5 HW 5 GX FRGH GH O ä XUEDQ	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans XQ S « ULP ^a WUH GH SURMHW XUEDLQ SDUWHQDULDO HW TXH YRXV O ä DUWLFOH / r SURMHW XUEDLQ SDUWHQDULDO GX FRGH GH O ä XUEDQLVPH	
<input type="checkbox"/>) & RSLH GH OD FRQYHQWLRQ GH SURMHW XUEDLQ SDUWHQDULDO DUWLFOH 5 nisme)	1 exemplaire par dossier
6 L YRXV IDLWHV XQH UHFRQVWUXFWLRQ VXLWH ç XQH GHVWUXFWLRQ RX VXLWH ç E « Q « ÄFLHU GH O ä H [RQ « UDWLRQ SU « YXH ç O ä DUWLFOH / r GX FRGH GH O ä XUE	
<input type="checkbox"/> F8. /D MXVWLÄFDWLRQ GH OD GDWH GH OD GHVWUXFWLRQ 1 exemplaire par dossier	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> F9. En cas de sinistre, l'attestation de l'assureur, que les indemnités versées en réparation des dommages ne comprennent pas le montant des taxes d'urbanisme	1 exemplaire par dossier
6 L YRWUH SURMHW DIIHFWH OH VRXV VRO HW TXH YRXV SHQVH] E « Q « patrimoine (19) :	
<input type="checkbox"/>) L'attestation de paiement d'une redevance d'archéologie préventive au titre de la réalisation d'un diagnostic suite une demande volontaire de fouilles, ou au titre de la loi du 1 ^{er} DR ½ W	1 exemplaire par dossier

5 - Autres renseignements

, QIRUPDWLRQV FRPSO « PHQWDLUH HW MXVWLÄFDWLIV « YHQWXHOV QRWDPPHQW ç G « OLE « U « O ä H [RQ « UDWLRQ IDFXOWDWLYH FRUHVSRQGDQWH SRXYDQW YRXV SHUP

6 L ç « FK « DQFH GH YRV WD [HV YRXV Q ä KDELWH] SOXV ç O ä DGHUVVH ÄJXUDQW VXU C l'adresse d'envoi des titres de perception

Nouvelle adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit : Localité :

Code postal : % 3 Cedex :

Si le déclarant habite à l'étranger : 3 D \ V Division territoriale :

Date

Nom et Signature du déclarant

pour la déclaration des éléments nécessaires au calcul des impositions

1 - Renseignements concernant les constructions ou les aménagements

1.1 - Quelle que soit la construction, la ligne doit être remplie. S'il n'y a pas de surface créée, indiquez 0 ou néant. Par surface créée, on entend toute nouvelle surface construite.

1.2 - Destination des constructions et tableau des surfaces taxables

5HPSOLVVH] FH FDGUH VHXOHPHQW VL OHV VXUIDFHV FU ««HV RX H[LVWDQWHV FRU
6XUIDFH WD[DEOH GH OÄDVLVWLFH QW UÄDVLVWLFH QW XWLOLV«H SRXU FDOFXOHU OD WD[H
G«ÄQL ç OäDUWLFOH 5 GX FRGH GH OäXUEDQLVPH 9RXV SRXYH] FRQVXOWHU
\$UWLFOH 5 P /D VXUIDFH GH SODQFKHU GH OD FRQVWUXFWLRQ HVW «JDOH ç
FORV HW FRXYHUW FDOFXO«H ç SDUWLU GX QX LQW«ULHXU GHV ID©DGHV DSU«V
D 'HV VXUIDFHV FRUHVSRQGDQW ç Oä«SDLVVXU GHV PXUV HQVROXU«V W XOHU ç äHPV
E 'HV YLGHV HW GHV WU«PLHV DII«UHQWV DX[HVFDOLHUV HW DVFHQVHXUV
F 'HV VXUIDFHV GH SODQFKHU VRXV XQH KDXWHXU GH SODIRQG LQI«ULHXUH RX
&KDTXH UHQYRL LQGLTXH TXH OD VXUIDFH HVW FDOFXO«H HQ IRQFWLRQ GH FH
/HV VXUIDFHV G«PROLHV QH VRQW SDV G«GXLWHV GH OD VXUIDFH WD[DEOH WRW

N.B.: /D VXSHUÄFLH GX EDVVLQ GäXQH SLVFLQH QH FRQVWLWXH SDV XQH VXSHUÄFLH GH SOD
FRQVWUXFWLRQ HW GHYUD -WUH G«FODU«H VXU OD OLJQH LQWLWXO«H m6XSHUÄFLH

1.2.1 - Création de locaux destinés à l'habitation

/RFDX[ç XVDJH GäKDELWDWLRQ SULQFLSDOH HW OHXUV DQQH[HV ORFDX[ç XVDJH
6RQW FRQVLG«U«HV FRPPH GHV ORFDX[ç XVDJH GäKDELWDWLRQ OäDVLVWLFH ç VLGHQ
GH OäXUEDQLVPH \RXUWHV î
6RQW FRQVLG«U«HV FRPPH HQ UH] GH FKDXVV«H OHV DSSHQWLW OHV U
OHV DEULV GH MDUGLQ OH ORFDO GH OD SLVFLQH OHV HVSDFHV LQW«ULHXUV U
(2 bis /HV HPSODFHPHQWV GH VWDWLRQQHPHQW FORV HW FRXYHUWV FRPSUHQQHQW O
Y«KLFXOHV fäHVW ç GLUH OäHPSODFHPHQW GX VWDWLRQQHPHQW OD YRLH GH
([HPSOHV JDUDJHV LQG«SHQGDQWV RX QRQ SDUNLQJV HQ VRXV VRO
9RXV «GLÄH] GHV ORFDX[ç XVDJH GäKDELWDWLRQ SULQFLSDOH HW OHXUV DQQH[
PHQWLRQQH] OH QRPEUH GH ORJHPHQWV U«DOLV«V HW OD VXUIDFH FU««H
9RXV «GLÄH] GHV ORJHPHQWV WU«V VRFLDX[ç XVDJH GäKDELWDWLRQ SULQFLSDO
JUDWLRQ 3/\$, RX YRXV U«DOLVH] GHV //76 ORJHPHQWV ORFDWLIV WU«V VRFLDX[
U«DOLV«V HW OD VXUIDFH FU««H
9RXV «GLÄH] GHV ORFDX[ç XVDJH GäKDELWDWLRQ SULQFLSDOH HW OHXUV DQQH[
QRPEUH GH ORJHPHQWV U«DOLV«V HW OD VXUIDFH FU««H
9RXV «GLÄH] GHV ORJHPHQWV ORFDWLIV VRFLDX[ç XVDJH GäKDELWDWLRQ SULQFLSDOH HW OH
SU-W ORFDWLI ç XVDJH VRFLDO 3/86 GäXQ SU-W ORFDWLI VRFLDO 3/6 RX GHV ORJHPHQWV HQ O
HW OHXUV DQQH[HV ç OäDLGH GäXQ GäXQ SU-W VRFLDO ORFDWLRQ DFFHVLRQ 36/\$ PHQWLRQQH] OH
6L YRXV U«DOLVH] GDQV OHV '20 GHV ORJHPHQWV ORFDWLIV VRFLDX[//6 RX GHV
QRPEUH GH ORJHPHQWV U«DOLV«V HW OD VXUIDFH FU««H
6RQW DVVLPLO«V ç FHV ORJHPHQWV
OHV ORJHPHQWV GH m OäDVVRFLDWLRQ IRQLF«UH ORJHPHQWV } HQ TXDUWLHU \$
OHV ORJHPHQWV ÄQDQF«V DYHF XQH DLGH GH Oä\$158
OHV ORJHPHQWV HQ DFFHVLRQ ç OD SURSUL«W« GHV SHUVRQQHV SK\VLTXHV VLWX«V G
OHV ORJHPHQWV VLWX«V GDQV OHV TXDUWLHUV SULRULWDLUHV GH OD YLOOH V
GHV LPSVWV

/RFDX[ç JVDäK«EHUJHPHQW
,O VädJLW HVVHQWLHOOPHQW GHVFK«VWU«H«HQWV ODV GHV GHVLY«LQWUWLRQ VRF
GäXUJHQFH
OHQWLRQQH] OHV VXUIDFHV TXL E«Q«ÄFLHQW GH OäDLGH DFFRUG«H SRXU OD FR

1.2.2 - Extension de locaux existants destinés à l'habitation

6L YRXV U«DOLVH] ç B]H YRWUH KDELWDWLRQ SULQFLSDOH XQ E«WLPHQW DQQ
FRXYHUW LQGLTXH] OHV VXUIDFHV FU««HV SDU OH SURMHW GDQV OH WDEOHDX
SRXU U«DOLVHU FHWWH RS«UDWLRQ
,QGLTXH] OD VXUIDFH DFWXHOOH GH YRWUH KDELWDWLRQ ç OD OLJQH m 4XHOOH
1äHVW SDV FRQVLG«U«H FRPPH XQH H[WHQVLRQ OD WUDQVIRUPDWLRQ GäXQ JDU
6L OäH[WHQVLRQ FRQFHUQH GHV ORJHPHQWV GHVWLQ«V ç OäKDELWDWLRQ SULQFLSDO
ORJHPHQWV GH FH FROOHFWLI

1.2.3 - Création ou extension de locaux non destinés à l'habitation

3U«FLVH] OH QRPEUH GH FRPPHUFHV GH G«WDLO GRQW OD VXUIDFH GH YHQWH HV
GHV VXUIDFHV \FRPSULV FHOOHV DQQH[«HV DX[VXUIDFHV GH YHQWH U«VHUYH
6RQW FRQVLG«U«HV FRPPH HW KDQJDUV IDLVDQW OäREMHW GäXQH H[SORLWDWLRQ

locaux servant au stockage de biens ou de marchandises ou constituant des réserves pour les surfaces commerciales.

- (11) Exploitations agricoles : indiquez les surfaces correspondant aux locaux décrits. Ne sont pas inclus dans ces surfaces celles des locaux d'habitation, ni les surfaces commerciales ouvertes au public.
Centres équestres : indiquez les surfaces correspondant aux locaux destinés à abriter les animaux, le matériel, la nourriture et destinés à l'activité d'entraînement. Ne sont pas incluses dans ces surfaces, celles des locaux tels que l'accueil, le club House...
- (12) Préciser les surfaces des parcs de stationnement en souterrain, en surface et couverts ou en silo qui font l'objet d'une exploitation commerciale. Ne sont pas concernés par cette rubrique, les parcs de stationnements liés à une construction.

1.3 - Autres éléments créés soumis à la taxe d'aménagement

- (13) Nombre de places de stationnement non couvertes ou non closes : il s'agit des places de stationnement à l'air libre ou sous un auvent, un car-port ou un préau par exemple.

2. Versement pour sous densité (VSD)

- (14) Le versement pour sous densité est une taxe qui est due si votre projet n'atteint pas la densité « fiscale » définie par la commune dans le secteur où est situé votre projet.
- (15) Détermination du respect du seuil minimal de densité fixé par la commune :
Seuil minimal de densité X Superficie de l'unité foncière.
- (16) La superficie de l'unité foncière constructible est la superficie de votre unité foncière apte à la construction.
Exemple :
- superficie de l'unité foncière située en zone constructible ;
 - superficie du terrain constructible après soustraction des superficies inconstructibles pour des raisons physiques ;
 - superficie du terrain constructible après soustraction des superficies affectées par des servitudes ou prescriptions rendant inconstructibles une partie de l'unité foncière.
- (17) Cette surface de plancher résulte du calcul suivant :
Surface existante avant travaux – Surface démolie.
Ces deux surfaces sont issues du cadre « Destination des constructions et tableau des surfaces » que vous avez rempli dans le formulaire de demande de permis ou de déclaration préalable.
- (18) La procédure de rescrit fiscal permet au contribuable, avant le dépôt d'une demande d'autorisation, de demander à l'administration de prendre formellement position sur sa situation de fait au regard d'un texte fiscal. Les cas de rescrit fiscal sont énumérés à l'article L. 331-40 du code de l'urbanisme.

3. Documents pouvant vous permettre de bénéficier d'impositions plus favorables

- (19) L'article L. 524-6 du code du patrimoine, relatif à la redevance d'archéologie préventive, précise notamment que :
- la somme payée lors d'un diagnostic préalable réalisé sur votre demande est déduite du montant de la redevance à payer
 - une nouvelle redevance n'est pas due, si une redevance a été payée au titre du terrain d'assiette (loi du 1^{er} août 2003).

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1. Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le permis de construire ;
- le permis d'aménager ;
- le permis de démolir.

Selon la nature, l'importance et la localisation des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

■ **Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

Attention : les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

■ **Le formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle** doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages,...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

■ **Le formulaire de permis de démolir** doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé.

Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire ainsi que celui de la déclaration préalable permettent également de demander l'autorisation de démolir.

■ **Le formulaire de déclaration préalable** doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis.

Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

2. Informations utiles

• Qui peut déposer une demande ?

Vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Recours à l'architecte :

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction et pour présenter votre demande de permis de construire. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte (ou un agréé en architecture) si vous êtes un

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2500m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3. Modalités pratiques

Comment constituer le dossier de demande ?

correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

Attention : votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

Combien d'exemplaires faut-il fournir ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

Attention : des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

Attention : certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

Où déposer la demande ou la déclaration ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

Attention : dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public,...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4. Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

www.service-public.fr).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement, ...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr)